

Notes de lecture sur *Algunos me llaman El Rubio*

Titre de l'autobiographie de José Juan Martínez Gómez né le 4 février 1956 à Almería, mise en forme par Juan M. Velázquez, et publiée en 2016 (réédition 2017), Arte Activo Ediciones, Colección Testimonio, Vitoria.

Le recours aux infiltrés et balances dans les manœuvres anti-anarchistes de l'État durant la Transition espagnole – et sa redoutable efficacité – a été évoqué dans le film « Amis, dessous la cendre... », et plus largement exposé dans le livre de David Rappe, puis dans notre « chronologie des événements survenus de part et d'autre de la frontière ».

D'habitude ce genre de « personnel » au service des polices se fait oublier dans les soutes de l'Histoire, qu'il soit en prison, ou en liberté. Ce fut le cas pour les *confidentes* Joaquín Gambín Hernández et Eduardo Soler, après qu'ils eussent un moment défrayé la chronique médiatique. Ces deux-là ne sont sans doute plus de ce monde.

Le rôle de balance aux dépens du MLE joué par José Juan Martínez Gómez, dit *el Rubio*, aurait pu rester peu notoire s'il n'avait pris la tête du commando de braqueurs qui attaqua le Banco Central de Barcelone le 23 mai 1981. En outre, longtemps après, il a tenu à publier un ouvrage sur son parcours d'*atracador*, sur le thème « Je suis un aventurier mais aussi un anarchiste... »

Voici quelques notes lapidaires rendant compte de son ouvrage. On opte pour la forme chronologique, ne serait-ce que pour mieux repérer les points essentiels noyés dans un récit confus, mal organisé, avec des allers-retours constants dans le temps et l'espace. On n'est même pas sûrs de la datation exacte de certains faits ici relatés. On a recoupé avec les témoignages des protagonistes de cette époque qui l'ont connu (ou pas) ; avec d'autres ouvrages qui évoquent sa personne, et avec les nombreux articles de presse en Espagne et en France qui émaillent son parcours – notamment après mai 1981.

D'entrée de jeu, le *Rubio* proclame (p. 12) : « J'ai été anarchiste – et continue à l'être de cœur ». Il tient beaucoup à rappeler qu'il n'a pas « seulement été le cerveau de l'attaque de la banque centrale de Barcelone en 1981 » (p. 14). Et surtout il parseme régulièrement son texte de « Je n'ai jamais dénoncé personne ».

À la fin du livre (pp. 210, 213 et 214), il réitère sa profession de foi : « Quand nous créâmes la COPEL à Carabanchel en 1976, l'idée était de forcer le changement des conditions des prisonniers, ou de laisser la vie dans cette tentative. Nous les anarchistes, nous avons dirigé cette lutte à coups de mutineries et de protestations dans cette prison, et nous réussîmes à l'étendre au reste de l'Espagne. [...] Nous les anarchistes, nous voulions être considérés comme des prisonniers communs. Les Etrras en revanche voulaient maintenir la catégorie de prisonniers politiques, et ils ne participèrent à aucune de ces revendications. [...] J'ai tenté de changer le monde quand je fus anarchiste. »

Est-ce pour ce genre de propos que les éditions de la Malatesta ont publié une présentation plus que complaisante de ce livre à sa sortie ? : https://www.todostuslibros.com/libros/algunos-me-llaman-el-rubio_978-84-946358-0-9#synopsis

Myrtille, version du 8 6 2022

Né en 1956 dans la province d'Almería, José Juan Martínez Gómez été condamné en tout à quarante et une années de prison depuis ses douze ans, âge où il s'adonna de manière régulière à des activités délictueuses (vols).

Vers 1966, enfant difficile il boycotte l'école ; après un passage chez les curés il intègre le campement-école « Juan de Austria » mis en place au début des années 1960 par la Phalange à Aguadulce (Almería), dans le cadre de l'OJE¹ (pp. 35-52). Des instructeurs – policiers ou militaires, en activité pour certains – y pratiquaient un enseignement théorique, l'art de se battre et de saboter, en vue de recruter des jeunes. Il

¹ *Organización Juvenil Española* : héritière en 1961 des camps de jeunesse hitlériens existant dans les années 1940 : <https://www.elindependiente.com/tendencias/historia/2019/05/05/el-rastro-fantasma-de-la-alemania-nazi-en-cercedilla/>

Avant l'OJE, le *Frente de Juventudes* était l'une des organisations créées par le Partido Único de la Dictadura Franquista pour « endoctriner, intégrer et mobiliser des jeunes de sept (*los pelayos*) à dix-huit ans (*flechas y cadetes*) ». Il y en avait aussi pour les filles : <https://ria.asturias.es/RIA/bitstream/123456789/6621/1/Archivo.pdf>

s'agissait de monter des groupes d'action prêts à soutenir le régime franquiste miné par des luttes intestines : « Là se formèrent les premiers éléments des groupes paramilitaires qui ont fonctionné parallèlement aux structures officielles de l'Etat, et qui serviront ensuite aux différents gouvernements de la démocratie. » (p. 52). Il passa sept ans en tout dans divers camps de l'OJE et reçut assez vite un enseignement spécial qui le mènera à intégrer les « Centuries jaunes ».

En 1971, le chef de la Phalange locale les informa qu'un important membre du régime allait les visiter. Il s'agissait de Emilio Alonso Manglano – dépendant directement de Carrero Blanco² – qui leur exposa son projet : « Former un groupe dédié à l'extorsion de fonds aux dépens d'entrepreneurs ou de politiques qui refusaient de collaborer, et de soutenir les actions parallèles que leurs services entreprenaient. » (p. 53). Ils faisaient chanter ces hommes à partir de leurs vices ou faiblesses. À ceux qui n'en n'avaient pas, les « Centuries jaunes » extorquaient une sorte « d'impôt révolutionnaire », avec menaces et séquestrations s'il le fallait. Les « Centuries jaunes » représentaient le bras armé de Carrero Blanco.

Cette expérience fut, semble-t-il, marquante dans la vie du *Rubio* : « Ils me suivirent et me contactèrent plusieurs années durant, jusqu'à l'attaque du Banco Central de Barcelone » [en 1981], et même après pour d'autres actions, certaines plus ou moins connues, et d'autres complètement clandestines. Ils me trouvaient toujours quand ils avaient besoin de moi » (p. 46).

Le *Rubio* rappelle le contexte : Carrero Blanco dirigeait la tendance qui voulait prolonger le système dictatorial de Franco, face à une autre regroupée autour du roi, qui militait pour un changement de régime. À la mort de Carrero Blanco [décembre 1973] la seconde prévalut. Si certains franquistes passèrent alors de l'autre côté, les tensions et divisions continuèrent et se prolongèrent avec le coup d'Etat de Tejero [qui échoua le 23 février 1981³]. « Cette division [...] fut la cause du fait que nous entrâmes dans le Banco Central en mai 1981⁴. Bien qu'à ce moment-là je n'agissais plus comme membre des Centuries jaunes mais comme mercenaire, libre de tout compromis idéologique. »

Après 1981, le *Rubio* prétend ne plus avoir eu de contact avec cette organisation pour laquelle il a volé des documents et de l'argent, étant entendu que ni lui ni eux ne diraient rien s'il était pris. « Je touchais mon argent et livrais la marchandise. [...] En cela consiste le travail d'un mercenaire » (p. 54).

« Un jour les gens qui ont commandé les services secrets disparaîtront [comme Manglano, mort en 2013], mais je suis sûr que ma fiche, aujourd'hui enfouie dans une quelconque base de données informatique, restera en leur pouvoir, avec d'autres, jusqu'à ce que nous ne soyons plus utiles, ou que nous représentions un danger. [...] Il faut toujours des gens pour faire le sale travail » (p. 59).

Il dit « travailler pour le gouvernement » mais aussi pour son compte personnel (p. 55).

1968 : le *Rubio* suit l'enseignement de l'OJE, où il est toujours bien accueilli quand il y revient [car il circulait beaucoup], notamment en profitant de la protection du commissaire Mañas, membre de la Phalange. Mais il est arrêté le 19 février pour ses vols et se voit condamné à trois ans d'internement dans un *Reformatorio* d'Alicante, d'où il s'évadera plusieurs fois (p. 55).

1972 : Le 21 novembre, il est à nouveau arrêté, cette fois par la Brigade d'Investigation criminelle pour seize

² Carrero Blanco : directeur jusqu'à sa mort en 1973 du SDPG (Servicio Documentacion de la Presidencia del Gobierno) que ce capitaine de vaisseau a lui-même créé en 1951. Activité du SDPG : coordination entre tous les services de renseignement et de sécurité. Il devint très vite « une centrale de décision et de contrôle unique » (*In* Gonzalez-Mata, *Cygne. Mémoires d'un agent secret*, Grasset, 1977, pp. 363-369).

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d%03%89tat_du_23_f%03%A9vrier_1981_en_Espagne

⁴ Dans la banque le *Rubio* dit avoir été contacté par téléphone par le chef de la Phalange de Valladolid, avec lequel il avait plusieurs fois collaboré. C'était le dernier travail effectué pour le compte de Manglano écrit-il (p. 54). [Après mai 1981 le lieutenant général Manglano travaillera sans complexe avec les socialistes dans le régime de transition, et qui plus est dans les services secrets : le CESID. En tant que directeur général du CESID, il fut en 1986 le représentant espagnol dans le Comité de Sécurité de l'OTAN. Bien entendu son nom est mêlé aux activités de GLADIO en Europe. Il démissionna du CESID en 1995. Voir les nombreuses infos sur lui dans Alcalde, 2008.]

vols. Après avoir été roué de coups comme d'habitude⁵, il est jugé et écope de dix-huit mois de prison qu'il effectuera à Amería, Granada et Teruel. Il évoque les révoltes de prisonniers dans cette dernière, et conclue : « À part à l'époque de la COPEL, pendant une émeute des torrents de sang sont versés sans que les choses ne changent » (p. 91).

1974 : À dix-sept ans, il devient *atracadador profesional*, à main armée désormais (p. 85).

« Etapa anarquista (1974-1975) » [titre du chapitre 4]

« S'il y a une époque de ma vie où je m'engageai de manière altruiste, pour le plaisir de combattre du bon côté, ce fut durant les années de militantisme dans le Grupo Bakunín⁶. Cet idéalisme dura un temps mais personne ne peut dire que je ne fus pas un anarchiste convaincu, désintéressé et impliqué tout le temps où je fus dans le groupe. Après l'affaire de la Banque, beaucoup de médias ont inventé des mensonges. Ils m'ont qualifié d'infiltré de la police dans les groupes anarchistes, et présenté comme trahissant leurs idéaux pour de l'argent. En vérité pendant les trois ans de militance je fus un anarchiste convaincu, qui risqua sa vie sans rien en échange dans toutes les actions que nous entreprîmes contre la banque et les capitalistes. Quand je fus sûr que cette approche ne fonctionnait plus, je l'abandonnai sans mettre en danger la vie de personne, bien que l'on m'offrît beaucoup pour dénoncer ceux qui avaient été mes compagnons. Je peux seulement dire que tous n'agirent pas ainsi. » (p. 104).

1974 : À sa sortie de prison il se lie à Barcelone avec le cénétiste Evaristo, patron du Bar Casa Emilio, Paseo Nacional, dans la Barceloneta⁷. Ce dernier lui propose de participer à des camps d'entraînement situés entre l'Andorre et Toulouse. Il connaissait déjà très bien le maniement des armes et explosifs. Le surnom qu'on lui attribue alors est *Jacinto*. Il se dédie quelques mois durant à des vols et la pose d'explosifs sur des monuments franquistes jusqu'à ce qu'il doive fuir la police en France. Il dit alors effectuer plusieurs passages de frontière avec du matériel (armes et propagande) étant mal secondé par d'autres militants peu respectueux des rendez-vous. Il se sentait comme chez lui sur un territoire de cinquante kilomètres de large entre Perpignan et Barcelone, qu'il parcourait souvent.

À Perpignan son contact était la Librairie Espagnole, tenue par « Eric Meli ». C'est là qu'il connut Cristina qui travaillait au sex shop à côté de la librairie⁸. Elle deviendra sa compagne et sa complice en activisme

⁵ Il signale (p. 57) qu'il apprit alors qu'« une des différences entre la *Guardia Civil* et les *nacionales* [les flics] est que les premiers te cognent quand ils t'arrêtent, et ensuite ils ne te touchent plus un cheveu ; tandis que les seconds te pilonnent et te torturent à chaque fois que cela leur semble nécessaire. » Il ajoute : « Ils voulaient les noms de mes chefs, sachant qu'il y avait des ordres qui venaient des *picoletos* (gardes civils) ». [Il fait ici allusion à la guerre entre ces services]. Le commissaire Mañas vint constater qu'il ne parlait pas sous les coups à l'âge qu'il avait ; le *Rubio* conclut qu'ainsi il augmenta le prestige qu'il pouvait avoir auprès de ses « chefs » (p. 58).

⁶ [Il s'agit du Groupe FA de Perpignan. Selon Ariel Mélich (2020), fils d'Henri : « *El Rubio* n'a jamais fait partie du groupe Bakounine de Perpignan. Dans le groupe il y avait Bernard, «Pof» (Pov'), Léo, Samy, Amapola, Sangenis, Hélios, et moi ».]

⁷ [Qui connaît Evaristo et ce café ? Henri Mélich dit ne pas le connaître ; en revanche le *Rubio* lui avait annoncé en arrivant à Perpignan : « C'est Tomas Bus ou Buch (?) qui m'a dit de venir ». Edo, 2006, pp. 300-301 parle du « recrutement du *Rubio* qui arrive à Perpignan avec la caution d'Antonio Navarro Velásquez dit *El Zapatero* (membre de la FAI de Barcelone). Le *Rubio* contactera rapidement Eduardo Soler (*confidente* des services de la Guardia Civil. »)]

⁸ [Henri se rappelle la lui avoir présentée. Ils sont repartis en Espagne ensemble après avoir piqué la caisse du sex-shop où Cristina travaillait. Ariel Mélich (2020) : « *El Rubio* a connu effectivement Cristina quand il venait à la librairie. J'ai des doutes sur l'arrivée du *Rubio* en 74, je pense plutôt que c'était en 75. » Pour Pep (courriel de novembre 2020) la venue à Perpignan du *Rubio* se situerait « possiblement avant l'hiver 75 (été/automne ?).

Selon Vinader dans *Interviu* (et dans *Sari-Espagne* n° 9, 1979), le *Rubio* était « membre du syndicat des transports de la CNT. [II] commence à contacter des groupes libertaires fin 1975 et participe même à quelques expropriations de matériel d'imprimerie. [...] Il arrive à Perpignan prétextant qu'il avait besoin d'un peu de repos.» On

jusqu'en 1998, et la mère de ses trois enfants (pp. 107-109).

Suivant sa propre chronologie en zig-zag, Juan José Martínez dit qu'on lui conseille de repasser en France à la Noël 1974 après le vol à Badalona d'une ronéo et de plusieurs machines à écrire. À Port-Bou le passeur promis n'est pas là⁹. Le *Rubio* décide de passer par la montagne au-dessus d'Argelès-sur-Mer. Mais il est arrêté à Perpignan par les gendarmes à sa sortie de la gare. Il estime qu'il était attendu. On lui offre soit de repartir en Espagne soit d'intégrer la Légion. Optant pour cette dernière, il est transféré à Marseille pour trois mois d'instruction, au cours desquels il s'échappe. Il effectue son premier *atraco* de banque en France à La Ciotat.

Revenu à Perpignan il demande des comptes à « Meli » au sujet de la défaillance du passeur. Il estime qu'au mieux « ce groupe ne fonctionnait pas bien » (p. 113).

Il retourne en Espagne en **octobre-novembre 1975**, où il multiplie poses de bombes et *atracos*, « certains pour la cause, d'autres pour son propre compte ». Il continue avec les anars tout en devenant de plus en plus méfiant, sauf vis-à-vis d'Evaristo : « On avait parfois l'impression qu'il y avait plus de *confidentes* infiltrés que de militants authentiques ». Obligé de se planquer à nouveau, il repasse en France et cette fois obtient l'asile politique en tant qu'anarchiste persécuté¹⁰ (pp. 113-114). À la gendarmerie de Perpignan on lui demande s'il « avait rendez-vous avec Meli ». Il répond par la négative. On lui établit alors un sauf-conduit, avec sa photo et le tampon de la police, et on lui dit de signaler « à Meli que le tampon à y apposer c'est Puzo qui l'a ». Puzo était « un vieux partisan dont les doigts avaient été arrachés par une grenade lors d'un attentat contre les nazis. Il s'occupait de contrôler les anarchistes et tamponnait les documents de la police avec le *sello* de la CNT. » (p. 115)

Jusqu'au **printemps 1976** : il vit avec Cristina à Perpignan. Il dit se méfier désormais des autres du groupe, et s'être rendu compte que le fric qu'il apportait disparaissait trop vite de la caisse. Il demanda que cela soit discuté en réunion. « Meli », qu'il suspectait particulièrement, lui aurait proposé de la repousser à plus tard car une grève générale se préparait en Espagne qu'il fallait soutenir. Le *Rubio* et Cristina devaient passer en autobus avec de la propagande et des armes. Arrêtés à la frontière – selon lui « ils étaient attendus » – on leur applique la loi anti-terroriste. On les condamne respectivement à quarante et vingt ans de prison.

[Les mensonges du *Rubio* sont flagrants ici : selon cet article d'un journal d'Almería¹¹, il a été arrêté avec Cristina au **printemps 1976** pour un vol à main armée dans une armurerie – ou dans une caisse rurale de

peut en déduire qu'il arrive à Perpignan fin 1975 ou début 1976 – le groupe Bakounine est encore en activité – où il rencontre Henri.

Donc pour certaines sources, le *Rubio* aurait été affilié à la CNT. Selon *La Vanguardia* du 6 juin 1981 : « Début 1976, il obtint à Barcelone un *carnet* provisoire de la CNT, et effectua, quelques mois après, un braquage dans un cabinet d'affaires ». Voir aussi Alcalde (2008, p. 58) : « *El Rubio* s'introduit dans les milieux libertaires fin 1975, s'affiliant à la CNT des transports de Barcelone, et peu après il se déplace à Perpignan. » La question a été posée directement à Boni qui était dans ce syndicat des Transports depuis le début. Et voilà sa réponse (du 8 3 2021) qui clôt peut-être la question :

« Non le *Rubio* n'a jamais été à la CNT, et encore moins dans le syndicat des transports de Barcelone. Et je doute fort que les 8 millions de pesetas qu'on lui a confiées pour acheter un logement à Grenade pour en faire le siège de la CNT soient parvenues à bon port. Là je dois faire état de ma stupide confiance en lui».

Pour sa part, le *Rubio* ne parle jamais d'une affiliation à la CNT, ni même d'ailleurs qu'il ait été salarié une seule fois dans sa vie...

Pour contextualiser les conditions de l'infiltration des Gambin, Soler et *Rubio* dans le MLE, nous renvoyons au courriel de Juan Alcalde du 9 mars 2021 cité p. 11 de notre « Chronologie des événements... »]

⁹ Henri aurait confirmé l'épisode à Daniel : c'est un certain « Pedro X » qui aurait fait défaut.

¹⁰ [On suppose qu'il a changé d'identité après sa désertion de la Légion mais il ne juge pas bon de préciser ce genre de choses. Selon Rappe (2021, p. 77), Bernard Pensiot lui aurait « fait passer la frontière clandestinement avec sa compagne pour venir se réfugier en France » : Est-ce à ce moment ?]

¹¹ [https://www.diariodealmeria.es/almeria/almeriense-planeo-mayor-atraco-Espana_0_180282350.html]

Huércal (Almería) selon *La Vanguardia* du 6 juin 1981, qui précise que la Guardia Civil trouve chez eux des armes et de la propagande anarchiste. Condamnés respectivement à vingt-deux et quatorze ans de prison, José Juan et Cristina bénéficient de l'amnistie générale appliquée le **17 octobre 1977**. Ils renouent ensuite avec leurs activités délictueuses. Ils semblent s'être alors établis à Barcelone.]

Je reprends le récit du *Rubio* : après leur sortie de prison, ils rejoignent Evaristo dans Barcelone lors de manifestations anarchistes du 27 mars [1977¹²] : « Il y avait là Luís Edo, dont on apprit au fil du temps qu'il était un infiltré de la police, et l'un de ceux qui fit le plus de mal à la CNT » (p. 116).

Le *Rubio* aurait voulu ensuite éclaircir avec le groupe de Perpignan les conditions de sa chute, la disparition de l'argent et l'embuscade tendue par la police à la frontière : « Je demandais une réunion avec la présence de Meli, qui contrôlait la caisse et les envois à Bordeaux, mais on ne le vit pas » (p. 120).

En 1977 le *Rubio* écrit qu'à l'âge de vingt et un ans, il avait un compte en Suisse avec un million de dollars, dont la plus grande partie provenait des banques attaquées l'année précédente (p. 123). « Je ne militais plus dans l'anarchisme, tout en conservant l'amitié d'Evaristo. Je ne revis pas Meli et la librairie espagnole n'existait plus parce juste après mon entrée en prison, Meli lui-même y avait posé une bombe¹³. Les anarchistes m'ont trahi et beaucoup déçu. Bien que l'on m'offrît de l'argent pour devenir informateur et agir contre mes anciens compagnons, jamais je ne le fis » (p. 117).

« Je ne doute pas que l'origine de la mauvaise réputation qu'on m'a faite réside dans l'article de Xavier Vinader paru en [juin] 1978 dans *Interviú* : "Así fabrica Martín Villa a sus confidentes." Ce mensonge est collé à ma biographie comme une tique sur un chien. [...] Je suis resté pour toujours un délateur et cela aurait pu me coûter la vie. [...] Si j'ai travaillé pour quelque gouvernement ou certains de ses membres, ce fut en échange d'argent, et l'unique raison de recourir à moi est qu'ils étaient absolument certains d'acheter aussi mon silence [...] La vérité est qu'il y avait beaucoup de *chivatos* chez les anarchistes. [...] Jusqu'à la fin de 1975, l'un de ces personnages intrigants, Eduardo Soler, travaillait comme électricien dans un bateau-casino de Canet-Plage. Grâce à ses informations, nous attaquâmes ce bateau, mais peu après [en janvier 1976] la police arrêta Soler et aussi Pep Palau, notre spécialiste en explosifs. Avec la chute du groupe, la police récupéra 10 kg de C4 que nous avions ramené de Belgique. Nous étions de mauvaise humeur et tous les soupçons menaient à Soler. Le groupe en discuta et me chargea de l'exécution ».

Le *Rubio* prétend alors avoir enlevé et amené Soler dans la montagne¹⁴ avec deux autres hommes du groupe : « *Pajarín* [surnom qu'ils avaient donné à Soler] est un *chivato* qui nous a vendu », lui disaient-ils tout en marchant. Mais devant les dénégations dudit Soler, le 38 collé sur la nuque, les deux autres membres du commando doutèrent : « Finalement nous le laissâmes vivre. »¹⁵

Le *Rubio* garda même le contact avec lui : « Soler acheta la librairie espagnole à Meli et continua à militer dans les groupes anarchistes. *Pajarín* fut celui qui me proposa de faire le coup du Banco Central quelques années après. [...] Meli, Soler et Luís Edo étaient amis et constituaient une espèce le noyau dur dans le groupe » (pp. 119-120).

Après une prétendue mise au vert [masquant leur séjour en prison pour un braquage] avec Cristina au Mexique, il revient en France, à Sète, et recontacte Soler qu'il paye pour avoir des informations sur les bons coups à faire, et pour se fournir en armes : « Il n'était pas rancunier [...] J'avais été sur le point de le tuer, et

¹² [Il fait peut-être allusion à la grosse manifestation de la CNT du 27 mars à San Sebastian de los Reyes ; mais ils étaient en prison à ce moment-là – à moins qu'ils n'aient bénéficié de la « ampliación de la amnistía parcial » décrétée le 14 mars 1977]

¹³ [On retrouve cette même accusation dans la bouche de Solé interviewé par *Cambio 16*, dans le n° 577 du 20 décembre 1982]

¹⁴ [Peut-on rapprocher cette «épreuve» infligée au *Pajarín* de la dénonciation à son encontre que Luis Edo aurait faite à ceux de Perpignan à la fin de l'été 1977 ? Voir notre chronologie... p. 10]

¹⁵ [Henri au téléphone avec Daniel le 3 novembre 2020 : « Dans le groupe il n'y a pas eu de décision de liquider Solé ». Mais il confirme l'existence d'un « conflit entre *Rubio* et Solé » : « *El Rubio* aurait été outré par le rôle joué par Solé dans l'affaire du col de Banyuls » – qui entraîna l'arrestation de Agustín Rueda].

il savait qu'il le méritait. Deux ans plus tard il était devenu mon informateur contre de l'argent. » (pp. 126-127).

En **1978**, après qu'il eut abandonné la militance anarchiste, la soeur de Boni l'informa de l'arrestation de celui-ci¹⁶ et de sa compagne, [fin janvier] accusés de trafic de drogue : « Chose qui m'étonna [écrit le *Rubio*] parce que Boni était engagé dans des *atracos* et des actions avec les anarchistes, et pas dans autre chose. Dans sa voiture se trouvaient mes armes [...] cachées dans un double-fond que la police trouva rapidement. Je proposai un RV à midi le jour suivant à la Barceloneta avec certains du groupe, mais la police surgit de toutes parts. Je m'échappai en tirant avec le 38, et me perdis facilement dans les ruelles du Barrio Gótico, avec la sensation une fois de plus qu'on m'avait livré. Ce sentiment se confirma quand je vis ma photo dans l'article de Vinader [paru en juin 1978], photo que j'avais fournie à Soler en 1976 pour la faire passer à Luís Edo qui me préparait un faux passeport. Soler-Edo-Meli. Ils furent arrêtés¹⁷ et sortirent de prison après avoir dénoncé des compagnons. » (p. 121)

[Le *Rubio* continue ici à inverser les rôles : ce serait lui la victime des *chivatos* anarchistes ... *La Vanguardia* du 6 juin 1981 avance une thèse sur les conditions dans lesquelles il décidera de *cantar* et de travailler pour la *Benemérita* :

« Au début de 1976, il était déjà l'amant de Cristina Valenzuela Marcos, originaire de Vilanova i la Geltrú, mariée à un chauffeur de taxi de Sant Sadurn d'Anola, qu'elle abandonna avec sa fille. [...] Début 1978, le chauffeur porte plainte auprès de la Guardia Civil pour la séquestration de sa fille emmenée à Perpignan où *El Rubio* et Cristina s'étaient installés après leur amnistie. [...] Le chauffeur Manolo part ensuite en France et réussit à récupérer sa fille. [...] Selon ce qu'a pu reconstituer *La Vanguardia*, *El Rubio* se présenta une après-midi de **janvier 1978** chez le chauffeur au même moment où s'y trouvaient précisément des gardes civils, en civil, qui l'identifièrent immédiatement. [...] Après avoir été transféré à la caserne de la Guardia Civil, Juan Martínez Gómez proposa immédiatement de fournir des informations sur de nombreuses personnes impliquées dans des braquages et liées aux "Groupes Armés [sic] Libertaires". [...] À partir de là [il] déploiera son incroyable capacité de macœuvre pour satisfaire la police espagnole en maintenant simultanément durant un temps son activité au sein du mouvement libertaire, auquel il apportait une partie du butin de ses braquages. »

Cette version sera reprise et développée à sa façon par Carles Quílez (2002, pp. 58-62). Il nous propose le récit d'un témoin direct, à prendre avec réserve, celui de l'un des trois gardes civils qui arrêta le *Rubio* début janvier 1978. Des gardes civils en uniforme attendent un samedi après-midi dans la maison de Manolo l'arrivée annoncée de Cristina pour récupérer sa fille. Mais c'est José Juan qui sonne à la porte ; et en voyant le porteur de tricorne qui le reçoit, il aurait perdu son sang-froid en levant les bras et criant qu'il n'était pas armé. Quílez prétend que les gardes civils ne connaissaient pas le *Rubio* et qu'ils arrêtent ce jeune homme nanti de 25 000 pesetas et de faux papiers au comportement singulier. Emmené dans leurs locaux où on le « secoua fortement », le *Rubio* aurait craqué et demandé à parler au « service d'information » de la Guardia Civil (SIGC) : « J'ai des informations de nature terroriste de grand intérêt pour vous ». Puis il s'identifia. C'est à partir de ce moment, écrit Quílez, qu'il commença à travailler pour eux. Il leur indiqua où vivaient

¹⁶ [Il avait déjà parlé de Boni au début de son livre (pp. 42-45) pour dire qu'ils avaient fait pour la première fois un *atraco* ensemble en 1977, dans une succursale de la Sécurité sociale de Badalona, avec Cristina comme chauffeur, et que Boni avait fourni des armes.]

¹⁷ [Le *Rubio* trafique ici encore les faits et calomnie Henri Mélich, qui ne fut pas arrêté, et Luis Edo. Ce dernier fut condamné à cinq ans de prison en 1974 et libéré en 1976. Il fut à nouveau arrêté à Barcelone avec deux autres cénétistes le 7 octobre 1980 sous le coup de la Loi Antiterroriste, dans un nouveau montage policier, alors même que le procès de l'attentat de la Scala allait s'ouvrir (en décembre). Voir la chronologie à ces dates. La trajectoire militante de Luis Edo s'est centrée sur la solidarité avec les prisonniers, la relation avec leurs avocats et l'assistance aux familles. Voir son auto-biographie : <http://luisandresedo.net/es/biography/view/14>]

Boni et sa femme, à Barcelone qui furent arrêtés le lendemain même par le SIGC. La suite est racontée à Quílez par celui qu'il appelle *El Oso*, un autre garde civil chargé des arrestations des libertaires :

« Vise un peu comme il était intelligent ce type qui, après l'affaire de Boni, part en France et rameute des compagnons libertaires, à tous les coups bien mouillés, en leur disant de rappliquer à Barcelone pour sauver des camarades tombés. Il nous fixait les objectifs, et nous n'avions plus qu'à les coincer. [...] En 1978, plus de trente activistes des Groupes Autonomes Libertaires furent arrêtés à Barcelone et à la frontière française. Grâce au *Rubio*, tombèrent également des braqueurs qui avaient attaqué le Marché au Poisson avec un butin de dix millions de pesetas.»

Après cet épisode, écrit Quílez, « Martín Villa félicite personnellement les responsables de ces opérations contre-anarchistes que le *Rubio* avait servies sur un plateau » :

« “Après les services rendus, nous avons indemnisé Juan José et l'avons fait passer en France. À partir de ce moment notre collaboration fut absolument sporadique”, admet *El Oso*. [...] Il abandonna la CNT et recommença ses braquages, spécialement au sud de la France et à Almería, presque toujours accompagné par les frères Valenzuela. En 1979, il fut à nouveau arrêté. Et cette fois il fut mis en prison. Après quelques mois de préventive, toute la bande se réfugia à nouveau au sud de la France où ils s'adonnèrent au braquage de manière indiscriminée. »

Reprenons le récit du *Rubio*

En août 1978, il dit s'installer à Badalona avec Cristina, qui allait avoir son premier enfant, Sergio. « En 1978 j'en avais terminé avec mon étape anarchiste ; cependant ces contacts allaient être formidables pour moi dans ma nouvelle étape d'*atracador*, dès lors sans autre idéal que celui de m'entretenir, et d'entretenir ma famille. » (p. 131).

Il recrute alors du monde dans la préparation d'un nouvel hold-up à Perpignan. Un certain Pedro Sánchez Coca lui présente Manuel Cruz Cabaleiro, l'un des fondateurs de l'ERAT¹⁸, surnommé «Copito». Ils attaquent dès lors des banques pour financer le coup de Perpignan. Les trois hommes sont arrêtés au cours d'un *atraco* raté au zoo de Barcelone ; et lors de l'échange de tirs, «Copito» est blessé par un garde civil. En fait il semblerait que la police était déployée dans le quartier pour enquêter sur l'assassinat d'un policier la même semaine par un membre du GRAPO.

Le *Rubio* situe l'événement en **novembre 1978**¹⁹. Il prend dix-neuf mois qu'il effectue à la Modelo et à Carabanchel, dont il sortirait en **avril 1980**, et «Copito» écope de onze ans. Entre-temps naît son premier fils (pp. 131-141).

[Mais si l'on suit l'article du *Pais* du 7 mai 1983, le *Rubio* et Manuel Cruz Cabaleiro – tous étant alors deux en en prison – étaient jugés deux jours auparavant pour une affaire remontant au mois **d'août 1978**²⁰. Joni D.

¹⁸ [L'ERAT – Ejército Revolucionario de Apoyo a los Trabajadores, créé en 1976 pour soutenir les luttes ouvrières].

¹⁹ [La même date est donnée dans la presse d'Almería du 24 août 2008, mais l'arrestation ne se produit pas au même endroit : « *Le Rubio* est arrêté dans la localité *gerundense* [de Gérone] de Coll de la Barryda à la fin de 1978. » : https://www.diariodealmeria.es/almeria/almeriense-planeo-mayor-atraco-Espana_0_180282350.html]

²⁰ [« José Juan Martínez Gómez [...] a comparu hier devant la Première Section Pénale de la Audiencia Provincial de Barcelona, accusé des délits d'attentat, de résistance, de détention illicite d'armes et de falsification de document officiel, pour lesquels dix ans de prison sont demandés. À ses côtés comparait Manuel Cruz Cabaleiro, pour les mêmes délits [...]. Les faits [...] se produisirent à Barcelone, quand les services de sécurité montèrent un dispositif pour localiser les responsables de l'assassinat d'un policier national. [...]. Trois jeunes suspects furent gravement blessés au cours d'un échange de tirs. Les biographes du numéro un considèrent cet incident comme l'un des plus obscurs de sa vie. À la suite de ces arrestations, on spécula sur sa possible implication et participation aux actions

(2012, pp. 172 et 243) va dans le même sens : Cruz disait être un membre de l'ERAT passé en France après son démantèlement, et il fut arrêté le **28 août 1978** avec deux autres jeunes dont le *Rubio* : « Les trois furent accusés d'un *atraco* contre une banque le 21 août. »]

Début mars 1979²¹, Cristina et son frère Cristobal, deux amis et Rafael, le propre frère de José Juan, tentent de le faire évader de la Modelo de Barcelone en creusant un tunnel dans les égouts. La police découvrant l'affaire²², il aurait alors été transféré à Carabanchel, où « il fut visité le 19 avril [1979, on suppose] par Peña, le chef de la police politique de Catalogne. Il m'offrit d'entrer dans un groupe paramilitaire qui s'était formé à Mataró. L'idée était d'en finir avec une série d'activistes anarchistes, ceux du GRAPO et d'autres qui les emmerdaient. Je lui dis que non. [...] Je ne trahis pas mes amis » (p. 142).

Avril 1980 : José Juan sort de prison²³, installe sa famille à Sant Feliu, et fait des allers-retours en France pour organiser en huit mois une douzaine d'*atracos* dans les P-O et en Espagne [dont le 20 avril celui du Banco hispano-americano de Barcelona : cf. *El Pais* du 6 novembre 1988] avec un « groupe stable ». (p. 143)

Mars 1981 : « J'avais à peine vingt-cinq ans quand on me proposa le vol du Banco central de Barcelona. [...] Tout commença dans le restaurant Ortez, un soir de mars. [...] Je connaissais Miguel Vilagrau, le propriétaire. C'était un ancien membre du CESID. [...] Ce jour-là, je discutais avec de vieux militants anarchistes quand un inconnu s'approcha et sans se présenter me transmit le message : "Soler veut te voir à Perpignan". [...] *Pajarín* continuait à être l'un de mes contacts ; les gens s'adressaient à lui pour me proposer des travaux. [...] Le même mois eut lieu la première réunion à Perpignan. En plus de moi et de Soler il y avait Manglano, qui ne se présenta pas, et un autre militaire qui dit s'appeler Luis. [...] Nous sommes intéressés par des papiers qu'il y a dans la caisse 156 du Banco Central de Barcelona. Tu peux le faire ? [...] Il faut que cela passe pour un *atraco*²⁴ [...]. Ils m'offrirent un million de dollars sur mon compte suisse pour tout organiser, en plus de tout ce que nous pourrions prendre à la banque. [...] Soler se retira tout de suite de l'affaire, et c'est Michel du Bar Ortez qui prit sa place. [...] Je parlai de la chose avec Cristina et mes trois beaux-frères : Paco, Jorge et Cristobal. Nous décidâmes de le faire » (pp. 149-152).

[En fait Cristina n'était pas impliquée, et par la force des choses puisqu'elle était en prison depuis janvier, ce que le *Rubio* omet ici de dire²⁵, écrivant au contraire que Cristina vivait avec leurs enfants à Sant Feliu²⁶.]

terroristes menées par le commando autonome anarchiste ERAT, surgi des mois auparavant dans l'usine SEAT de la Zona Franca. C'est avec cette suspicion sur le dos que le futur numéro un finit dans les cachots de prison de Carabanchel, où il commença à planifier le coup du Banco Central. »

Commentaires : sans doute que les flics revanchards mettent sur le dos du *Rubio* et de son comparse ledit assassinat, et qu'il n'a rien à y voir. Mais une arrestation à cette date (août 78) collerait avec la thèse selon laquelle le *Rubio* intègre la Modelo six mois après l'arrestation de Bernard et Victor. Joni D. (p. 172), place à ce moment-là l'épisode où des membres de la COPEL lui cassent la gueule (cf. notre « Chronologie... » note 37). Dans tous les cas *El Rubio* omet soigneusement de parler de ce cassage de gueule – dont il sortit sur une civière, selon Victor.]

²¹ [Selon *El Pais* du 6 novembre 1988, il se fait arrêter en mars 1979 et placer à la Modelo, d'où Cristina et ses frères tentent de le faire évader.]

²² [Selon *ABC* du 29 mai 1981, Cristóbal Valenzuela Marcos, né à Villanueva y Geltrú le 28 mars 1958, fut arrêté le 11 mars 1979 pour cette tentative d'évasion : <https://linz.march.es/documento.asp?reg=r-56730>]

²³ [Selon Joni D. (p. 172) : « Quand en avril 1980 aboutit l'instruction à la Audiencia Nacional, [pour le braquage du 28 août 1978] *El Rubio* fut déclaré innocent, bien qu'il ait été reconnu par l'un des employés de l'endroit. »]

²⁴ [Cf. https://es.wikipedia.org/wiki/Atraco_al_Banco_Central_de_Barcelona]

²⁵ [*Midi Libre* du 27 mai 1981 : Cristina est en prison depuis le 15 janvier 1981 inculpée de « recel et d'infraction à la réglementation douanière ». Ecrouée à la Maison d'arrêt de Perpignan, elle la quitte pour accoucher de son troisième enfant au Centre hospitalier. Condamnée en mars 1981 à six mois de prison, elle purgeait sa peine à Toulouse. Après l'*atraco* du 23 mai, elle risquait une inculpation pour complicité.]

²⁶ [Mais on l'apprend par la bande, p. 174, quand il signale que sa fille Rebecca est née en prison en France en

Il rencontra Carmen au **printemps 1981**, qui devint son amante. Cette jeune femme de vingt et un ans, mère célibataire d'une petite fille de trois ans, avait beaucoup de problèmes, elle était désorientée, écrit-il. Le *Rubio* dit l'avoir aidée à s'en sortir, mais il l'associa au braquage du Banco Central : elle transmettra les communiqués des *atradores* à la presse depuis une cabine téléphonique. Elle fera neuf mois de préventive pour complicité (pp. 157-159)²⁷.

23 mai 1981 : Onze personnes attaquent le Banco Central et prennent tous les gens présents en otages. « Nous demandions la libération de Tejero et du reste des gardes civils emprisonnés, un avion pour eux à Barajas et un autre au Prat pour nous. » (p. 163). Miguel Vilagrau aurait sorti les documents demandés lors d'une première libération d'otages (p. 159) à la demande – écrit *Rubio* plusieurs fois – du capitaine Sánchez-Valiente²⁸ (p. 171). Le plan du sous-sol de la banque où ils devaient creuser un tunnel pour sortir était faux, et ils durent se rendre (p. 164). Le *Rubio* dit ne pas avoir été frappé pendant les dix jours de l'interrogatoire, et qu'en fait ce dernier « ne devait servir qu'à construire une version vendable ; ils ne voulaient pas la vérité. [...] Pendant quelques jours j'étais persuadé qu'ils allaient me tuer. » (pp. 169-170).

20 juin 1983 : à la fin de son procès commencé en mai 1983, il est condamné à vingt-deux ans de prison. Le *Rubio* subit sa peine à Ocaña I, d'où il s'enfuira cinq ans plus tard (p. 170).

29 septembre 1988-début octobre 1988 : Il raconte l'escalade périlleuse qu'il accomplit pour s'évader (pp. 173-174). [En réalité il n'escalada pas de mur mais profita d'une permission de sortie de quelques jours pour ne pas rentrer à Ocaña I. Cf. *El País* du 6 novembre 1988 avec photo du *Rubio*]

Novembre 1988 : Il se fait arrêter en compagnie de sa famille dans un restaurant à Vilanova i la Geltrú par des policiers, dont deux tombent sous les balles (visiblement pas les siennes). Lui-même est grièvement

mars 1981.]

²⁷ [Il s'agit de Carmen Dedeu Solé : elle fut arrêtée le 27 mai, puis emprisonnée à Yeserías. Elle soutint ne pas avoir été au courant ni complice de cette affaire. Cf. *El País* du 19 décembre 1982 : https://elpais.com/diario/1982/12/12/sociedad/408495603_850215.html]

²⁸ [Son nom est cité dans l'article du *Monde* du 26 mai 1981 titré : « Le gouvernement espagnol minimise l'action des terroristes d'extrême-droite ». Ce journal va dans le sens de la thèse du *Rubio* : « Les commanditaires de cette attaque étaient de l'extrême-droite, et elle avait une finalité politique et non crapuleuse. Rappelons que lors d'une conférence de presse le général Aramburu qualifia les assaillants de "banda de chorizos, macarras y anarquistas". »

Dans l'article de *LVG* du 6 juin 1981, p. 34 : « *El Rubio*, l'histoire d'un double jeu permanent », on lit que « Juan José Martínez Gómez "vendit" une cinquantaine d'anarchistes en échange de sa liberté et d'un million ». Et dans un encadré à côté, on apprend que la section syndicale des Commissions ouvrières (CC.OO) du Banco central de Barcelone diffusa la veille une note dans laquelle « elle repoussait les versions de la police et du gouvernement », et les qualifiait de contradictoires et inconsistantes dans la mesure où elles concluaient que cet assaut n'avait pas de finalités politiques, et que seul le vol l'avait motivé ». Les CC.OO qui se basent sur les témoignages des otages et sur les braquages précédents, ne croient pas à l'hypothèse du vol, alléguant que jamais les braquages ne se produisent dans les bureaux centraux, et encore moins dans des centres villes, près de commissariats de police. [...] Les CC.OO soulignent que les assaillants ne disposaient pas de moyen de transport de l'argent. [...] Enfin, elles signalent que « "les *atradores* habituels ne louent pas de logements à cent mètres de la tribune du défilé des FF.AA." ».

Précisions : le 31 mai 1981 un défilé des forces armées était prévu à Barcelone, et un certain Royuelo d'extrême-droite contacta la bande de José Juan lors de la réunion de préparation de l'*atraco* en avril. Il leur demanda de faire sauter le roi dans la tribune. 300 kg d'explosifs étaient cachés dans un tunnel calle Casanova en vue de cela – écrit le *Rubio*, p. 153. Sur le retour en Espagne de Sánchez-Valiente, capitaine de la Guardia Civil en fuite depuis le coup de Tejero du 23 février 1981, et son incarcération en 1987, voir https://elpais.com/diario/1987/04/09/espana/544917605_850215.html

Dans tous les cas, écrit le chroniqueur du *Diario de Almería* : « La finalité de l'assaut du Banco Central de Barcelone n'a jamais été éclaircie. Ni par le ministre de l'Intérieur [...], ni par la commission d'investigation créée par le Parlement de Catalogne, qui n'a servi à rien. ».

blessé (p. 180).

[Il ne parle pas de la tentative de suicide de Cristina lors de sa garde à vue après l'arrestation : https://elpais.com/diario/1988/11/08/espana/594946820_850215.html]

Le 17 décembre 1995 : il s'échappe à nouveau, cette fois de la prison de Castellón lors d'une permission de sortie. Il sera arrêté le 23 janvier, et restera emprisonné à Daroca jusqu'à sa libération en 1997. (El País 6 janvier 1996).

Noël 1997 : Cristina rompt avec lui.

Début 1998 : Il est arrêté et emprisonné à Perpignan, puis à Moulins, d'où il sortira en **avril 2008**.

Après avoir passé un an en liberté, il rempile en **avril 2009** à Irun. Avant de profiter d'une permission pour filer à nouveau, il participe en octobre 2009 à la réalisation d'un film sur l'*atraco* du Banco Central. [Selon Alcalde, en 2009 il donne un entretien dans lequel il maintient sa version sur les commanditaires d'extrême-droite du braquage du Banco central.²⁹]

[Fin du compte-rendu de son livre]

Emprisonné à Martutene, José Juan avait commencé le **23 avril 2013** les entretiens avec l'auteur de son autobiographie. Il est libéré le **9 janvier 2016**.

Fin 2016 : Sortie de son livre *Algunos me llaman el Rubio* qu'il présente avec Juan M. Velázquez dans plusieurs villes d'Espagne, notamment à Vitoria et Barcelone, en novembre et décembre 2016.

En mai 2017 : Ils parlent tous deux à Radio Euzkadi.

Le 23F 2018 [23 février] Le *Rubio* est invité par la chaîne de télévision généraliste La Sexta, dans le programme « Equipe d'investigation ». Cf. <https://algunosmellamanerubio.blogspot.com/entretien>

Fin 2020, le *Rubio* serait à nouveau en prison selon Juan Alcalde.

En janvier 2022 : si l'on en croit cet entretien, el Rubio n'est plus en taule, et vit sans doute au Pays Basque. Il persiste et signe quant à son parcours « d'aventurier », et quant au nom du commanditaire de l'*atraco* du Banco central de mai 1981, soit « el director del Centro Superior de Información de la Defensa (Cesid), Emilio Alonso Manglano :

<https://www.deia.eus/actualidad/sucesos/2022/01/24/asusta-muerte-he-resucitado-veces/1185003.html>

Février 2022 : Deux video de 2018 sont rediffusées par la chaîne de télévision généraliste La Sexta :

https://www.lasexta.com/programas/equipo-investigacion/noticias/detallaba-que-monarquia-estaba-implicada-23f-cerebro-asalto-banco-central-barcelona-asegura-que-fue-contratado-recuperar-documentos-golpe-estado_20220227621b7c8fe2af80000183430e.html

https://www.lasexta.com/programas/equipo-investigacion/noticias/cerebro-atraco-banco-central-barcelona-asegura-que-encargaron-recuperar-documentos-secretos-23f_20220227621b7323f5e39e0001e55a87.html

²⁹Alcalde, 2008 : « La posture officielle du Gouvernement [...] est qu'il s'agissait de simples délinquants. Dans une interview réalisée en 2009, José Juan Martínez Gómez *el Rubio* affirma qu'il avait été contacté par deux personnes, un certain Luís, chef des opérations clandestines du CESID, et par le propre directeur de la sécurité Emilio Alonso Manglano. Ils le contactèrent pour réaliser un vol de documents qui se trouvaient dans la banque et qui compromettaient gravement la sécurité et la stabilité du pays. Toujours selon *el Rubio*, les documents établissaient quelles étaient les *capitanias generales* qui agiraient [...] après le coup d'état du 23F, et que la monarchie était complice. »